

RESEARCH REPORT

MACROECONOMY

AVRIL
2024

GABON 2024

UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE DANS UN CONTEXTE DE TRANSITION

- 02 | Executive Summary
- 03 | Une économie solide ... en quête de leviers de croissance
- 04 | Reprise de la croissance en 2024...sous conditions
- 06 | Consolidation des acquis budgétaires
- 08 | Nouvelles dispositions fiscales
- 10 | Annexe : Tableau de bord économique 2024



Attijari
Global Research

EXECUTIVE SUMMARY

L'important et le nécessaire

Au Gabon, il est important de concentrer les efforts sur la diversification hors pétrole. Le PIB pétrolier représente près de 27% du PIB global en 2022 et la production a reculé lors des dernières années. Le PIB agricole se limite à 5% de la production globale, et le pays éprouve une dépendance aux importations alimentaires à hauteur de 60%. L'expérience réussie de transformation du bois notamment dans des zones spéciales économiques* (GSEZ) peut créer des émules pour de nouvelles activités industrielles.

Parallèlement, le pays est appelé à multiplier les efforts en matière d'infrastructures, avec une Offre en électricité qui ne répond guère à la Demande, un accès limité et coûteux à l'eau aussi bien qu'un réseau routier à renforcer.

Par ailleurs, il est, tout de même, nécessaire de contribuer à la réduction du niveau de chômage élevé par des recrutements dans le service public. La régularisation des arriérés des fonctionnaires pour préserver la paix sociale, s'avère une priorité dans un contexte de transition.

La relance des chantiers en retard est un signal fort à émettre aux opérateurs économiques. Sans oublier la préservation des acquis budgétaires qui constituent un gage de confiance aux bailleurs de fonds étrangers pour une économie où le financement extérieur domine.

Ainsi, la LF 2024 vient réaliser des arbitrages et apporter un lot de nouvelles dispositions fiscales. Celles-ci visent l'élargissement de la base fiscale, une étape nécessaire pour mener, de manière pérenne, les réformes cités ci-haut. Le contexte s'annonce plutôt favorable avec une reprise de la production énergétique et une prédisposition des opérateurs à enclencher une nouvelle dynamique.

Abdelaziz LAHLOU

Directeur Economie
+212 529 03 68 37
ab.lahlou@attijari.ma

Source: Recueil AGR

* Je cite la zone spéciale phare NKOK, suivie de Ikolo et Mpassa Lebombi, puis prochainement celle nommée Baie des Rois à Libreville.

UNE ÉCONOMIE SOLIDE ... EN QUÊTE DE LEVIERS DE CROISSANCE

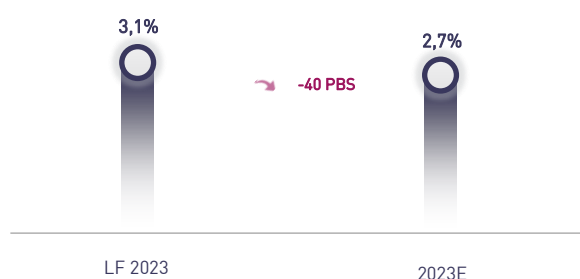
Au Gabon, l'année 2023 a été jalonnée par l'organisation le 23 août des élections générales. Cette période a, naturellement, donné lieu à une accalmie économique qui est venue perturber la dynamique positive de croissance observée durant le S1-2023. Ceci a particulièrement concerné les secteurs Industriels (bois et BTP) ainsi que le secteur Commerce et Services.

Dans ce contexte, la croissance de l'année 2023 est estimée à 2,7%. Certes en légère baisse de -40 PBS par rapport aux prévisions de la LF 2023, et de -30 PBS par rapport aux réalisations 2022, cette progression est rassurante à plus d'un titre :

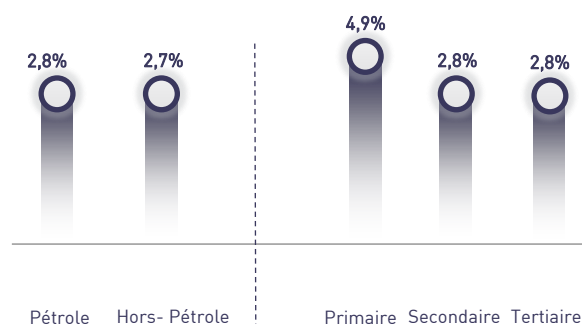
- ⇒ L'évolution du PIB trouve son origine aussi bien dans une hausse parallèle des activités pétrole et hors pétrole de respectivement +2,8% et +2,7%. En effet, la hausse de la production a compensé la baisse des prix du baril ;
- ⇒ L'ensemble des secteurs devrait clôturer l'année sur une note positive à savoir une évolution positive de +4,9% du secteur primaire qui devance les secteurs secondaire et tertiaire lesquels affichent une progression similaire de +2,8% ;
- ⇒ Cette croissance s'aligne sur la moyenne d'évolution des pays de la CEMAC où un taux de 2,7% est projeté en 2023 après 2,9% en 2022. Contrairement au Gabon, cette évolution trouve son origine dans la hausse du PIB non pétrolier (+3,2%) contre un repli de l'activité pétrole (-0,1%).

Vue de l'angle de la Demande, la croissance du PIB au Gabon provient pour l'essentiel de la Demande extérieure (+4,5%), en lien avec les exportations minières et de bois, qui surperforme la Demande intérieure (+1,6%). Dans ce registre, la Consommation (+1,4%) et l'investissement (+1,0%) peinent à retrouver une croissance normative.

ESTIMATION DE CROISSANCE 2023 VS. LF



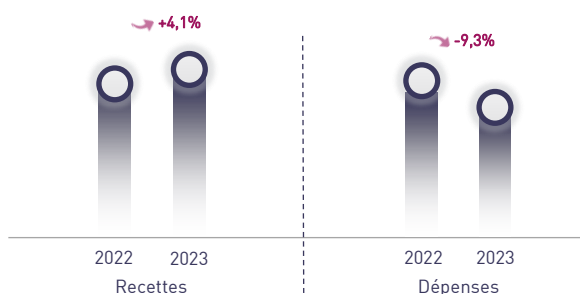
VENTILATION DE LA CROISSANCE 2023



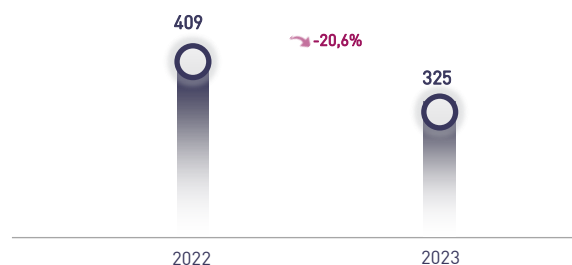
En matière budgétaire, les dernières prévisions stipulent une croissance de 4,1% des recettes budgétaires à 2 449 MMFCFA, alimentée pour l'essentiel des recettes hors pétrole. Ainsi, la part des recettes pétrolières devrait s'incliner à 42,0% des recettes globales du Gabon contre 48,6% en 2022. À contre-sens, les dépenses devraient reculer sensiblement de -9,3% à 2.124 MMFCFA. Ce recul s'explique essentiellement par le repli de -16,3% des dépenses de fonctionnement en liaison avec la baisse du soutien des prix pétroliers en 2023 parallèlement au recul des prix du pétrole.

Ainsi, et bien que réduit, le solde Recettes-Dépenses demeurerait excédentaire selon nos calculs, représentant 2,6% du PIB.

PHYSIONOMIE BUDGÉTAIRE 2023



ÉVOLUTION DU SOLDE RECETTES-DÉPENSES



En résumé, et bien que traversant une phase de transition politique, l'économie du Gabon maintient le cap et affiche un niveau de croissance décent, en ligne avec la moyenne régionale. La physionomie budgétaire demeure intacte avec une progression appréciable des recettes couplée à un recul significatif des dépenses. Ceci permettrait de maintenir une situation budgétaire excédentaire appréciable face aux tensions actuelles qui pèsent sur les marchés de la dette à international.

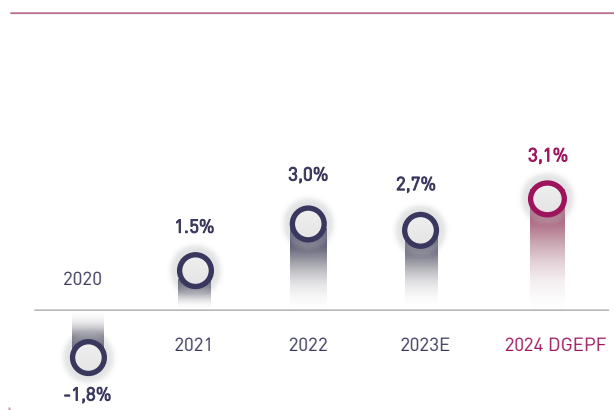
Sources: DGEPF, Calculs AGR

REPRISE DE LA CROISSANCE EN 2024...SOUS CONDITIONS

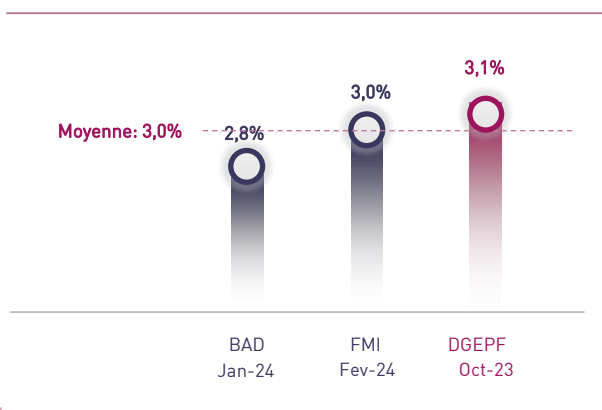
Accélération de la croissance après la pause enregistrée en 2023

En 2024, l'économie gabonaise devrait reprendre du lest avec une croissance estimée à 3,1% selon la DGEPF*, son niveau le plus haut depuis 2019. Il est vrai que cette estimation, établie en novembre dernier est la plus optimiste de notre benchmark, il n'en demeure pas moins que l'ensemble des projections prévoit une accélération de la croissance par rapport à 2022.

CROISSANCE DU PIB 2020-2024E



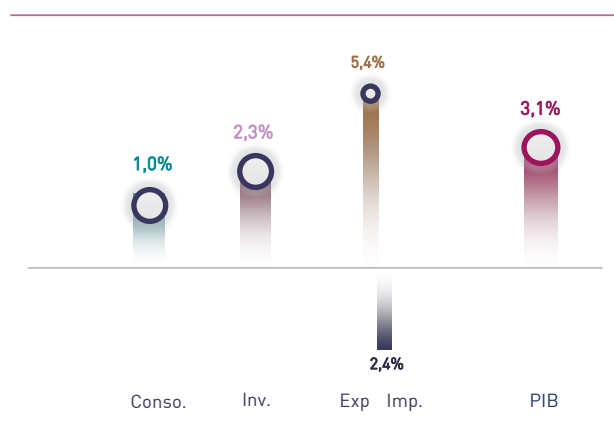
COMPARATIF DES TAUX DE CROISSANCE 2024E



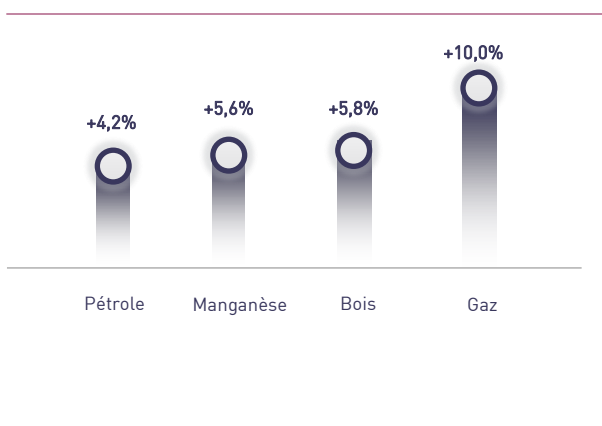
En 2024, et à l'instar de l'année précédente, l'économie gabonaise devrait compter sur ses leviers traditionnels de croissance que sont les exportations de matières premières. Alors que la Demande intérieure, à travers ses composantes Consommation et Investissement réalise une croissance certes (+1,7%), mais à un rythme qui pourrait être davantage soutenu.

Sur un aspect sectoriel, l'ensemble des filières devrait enregistrer des progressions de leurs volumes de production, particulièrement le Gaz, le bois, le Manganèse et le Pétrole.

CONTRIBUTEURS À LA CROISSANCE DU PIB



ÉVOLUTION DES PRINCIPALES PRODUCTIONS



Plus en détails, le développement des gisements d'Oukouma et d'Okondja puis le démarrage des gisements de Mounana profiteraient au rehaussement de la production de Manganèse. Même son de cloche au niveau de l'activité pétrolière où la croissance trouverait son origine dans la progression des champs matures et le démarrage de nouvelles exploitations. Par ailleurs, le développement de l'industrie locale soutient la Demande en bois qui appelle à opérer de nouvelles exploitations.

L'ensemble de ces éléments prouve que le Gabon dépasse, sans impacts économiques latents, cette transition politique. Cette situation, qu'on peut qualifier de résilience économique permettrait d'accélérer les chantiers en cours, voire d'entamer de nouvelles initiatives attendues dans la diversification hors pétrole qui pèse pour plus de 25% du PIB du Gabon.

Sources: DGEPF, FMI, BAD, Calculs AGR

* Direction Générale des Etudes et Prévisions Financières

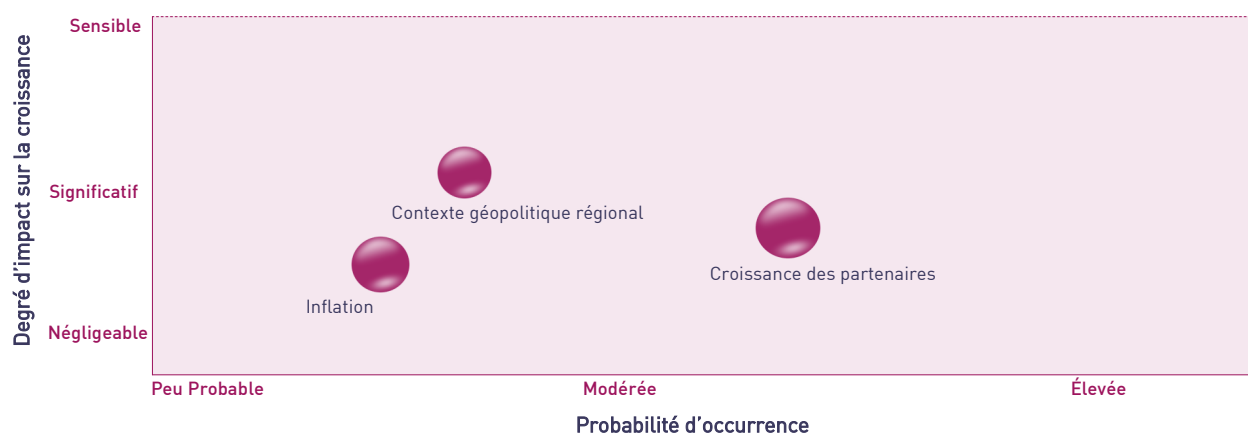
REPRISE DE LA CROISSANCE EN 2024E...SOUS CONDITIONS (SUITE)

Une hypothèse de croissance assortie de risques modérés

La concrétisation de l'hypothèse de croissance de 3,1% formulée par la DGEFP puis de 3,5% prévue par la Loi de Finances 2024 dépend d'une série de facteurs, pour l'essentiel exogènes :

- ⇒ **Décélération de la croissance des principaux partenaires économiques** : Un ralentissement de la demande extérieure, premier contributeur à la croissance, constituerait un handicap pour la réalisation de cette hypothèse. En effet, la Chine vient d'annoncer début mars 2024 une hausse de son PIB de 5% en 2024E, un niveau nettement inférieur par rapport à son niveau historique de croissance. Parallèlement, l'UE projette en ce début d'année une croissance d'à peine 0,9%.
- ⇒ **Contexte géopolitique régional** : Bien que relatif, tout risque d'accroissement des tensions géopolitiques dans la Région pourrait ralentir l'entame de nouveaux projets et orienter les efforts et les ressources vers les volets sécuritaires.
- ⇒ **Inflation** : La DGEFP s'attend à une inflation de 2,5% après 3,0% en 2023 et 4,2% en 2022. Toute tension inflationniste en liaison avec les risques géopolitiques à l'international pourrait mettre à mal la croissance de la Consommation des ménages. Cette dernière afficherait une croissance d'à peine 1% en 2024E.

MATRICE DES RISQUES RELATIVE À LA CONCRÉTISATION DE LA PRÉVISION DE CROISSANCE



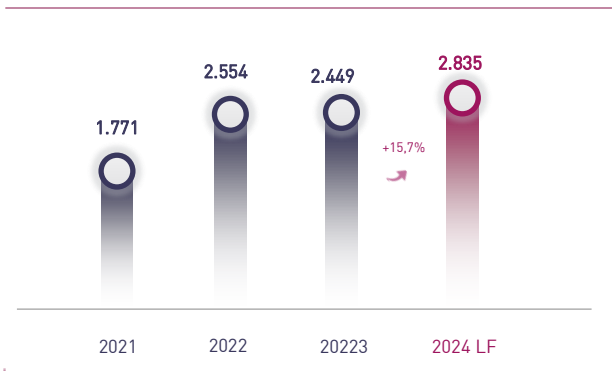
Sources: Commission Européenne, Recueil AGR

CONSOLIDATION DES ACQUIS BUDGÉTAIRES

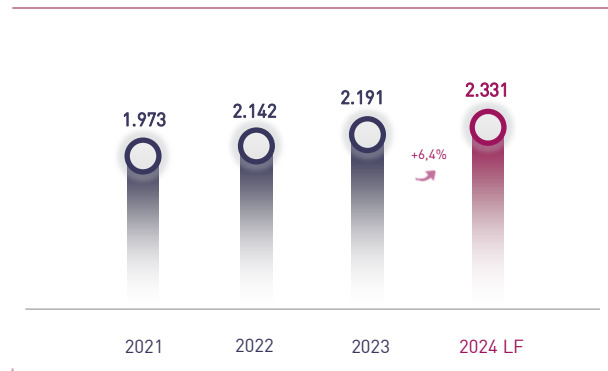
Un sursaut des recettes contre une progression 'normative' des dépenses

La LF 2024 projette un réel rebond (+15,7%) des recettes budgétaires à 2.835 MMFCFA. Celui-ci est justifié pour l'essentiel par les recettes de l'IS (+17,2%), et par les taxes sur les biens et services (+19,4%). D'un côté, la rubrique IS est alimentée par la dynamique du secteur de l'énergie dont les revenus devraient augmenter de +26,5%. À l'opposé, les autres secteurs verraient leur contribution reculer de 3,1%. De l'autre, les taxes profiteraient des nouvelles dispositions fiscales stipulant un élargissement de la base fiscale et de nouvelles taxes de redevances sur l'usure de la route (Cf. nouvelles dispositions fiscales).

ÉVOLUTION DES RECETTES ET DONS (MMFCFA)



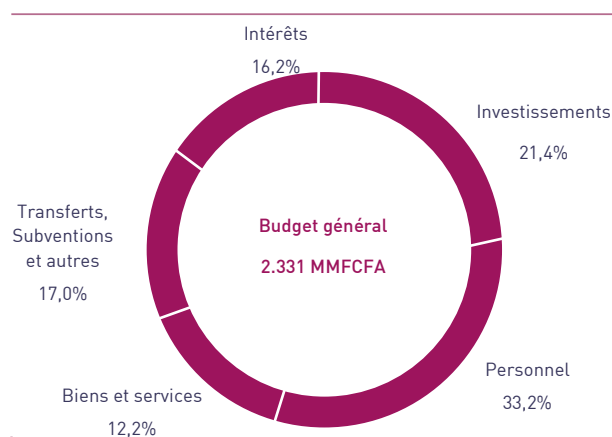
ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET PRÊTS NETS (MMFCFA)



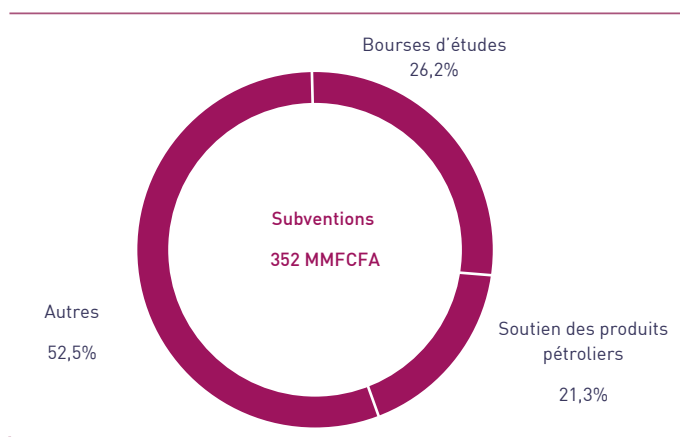
Par ailleurs, les dépenses devraient enregistrer une hausse plus mesurée de 6,4% à 2.331 MMFCFA. Celle-ci dénote d'une évolution en ordre dispersé des principales rubriques, et tient compte de la non réduction des dépenses liées aux élections:

- ⇒ La progression des intérêts est contenue à un taux de 6% liée à la stagnation des intérêts de la dette locale contre une hausse de 12% du coût de la dette extérieure ;
- ⇒ L'évolution de la masse salariale est plus significative de 12% à 772 MMFCFA. En effet, une nouvelle vague de recrutements est effective après le gel des recrutements dans la fonction publique entre 2018 et 2022. L'Etat remplit ainsi sa mission régalienne face à la persistance du chômage au Gabon dont le taux atteint un sommet de 21,5% selon la Banque Mondiale ;
- ⇒ En rupture avec leur niveau antérieur en 2023, les dépenses d'investissement devraient atteindre près de 500 MMFCFA en hausse de 67%. La part financée en ressources propres est de 69% et reflète globalement une physionomie saine des finances publiques au Gabon.

VENTILATION DES DÉPENSES DU BUDGET GÉNÉRAL



VENTILATION DES SUBVENTIONS (TRANSFERTS)



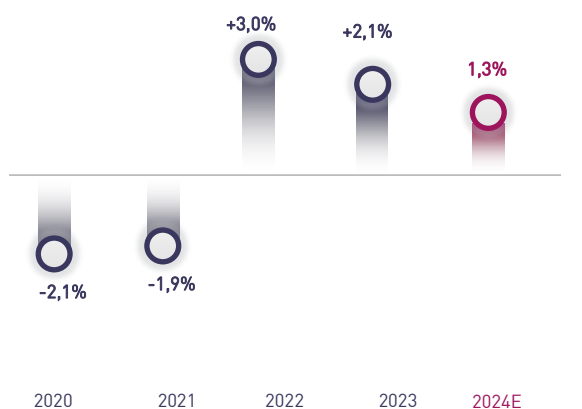
Par ailleurs, cette LF a consenti des efforts en matière de dépenses sociales. D'abord, le budget de soutien des prix du pétrole est en hausse de 66%, représentant 21% du budget global des transferts. Parallèlement, cette nouvelle mouture de la LF a pratiquement doublé le budget consacré aux bourses d'études supérieures à 80 MMFCFA.

Sources: LF 2024, Calculs AGR

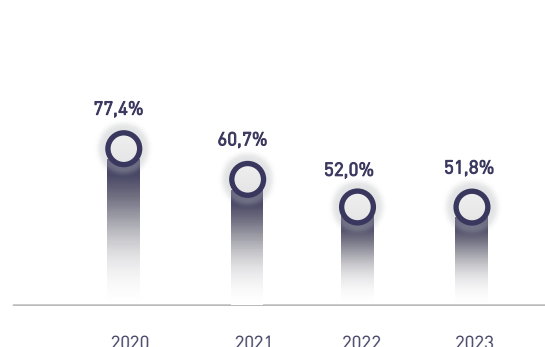
CONSOLIDATION DES ACQUIS BUDGÉTAIRES (SUITE)

L'analyse de l'évolution parallèle des recettes et des dépenses dénote d'une maîtrise de l'équilibre budgétaire, qui demeure exposé néanmoins aux recettes pétrolières. Le solde budgétaire devrait s'installer en territoire positif pour la troisième année consécutive avec un excédent de 1,3% du PIB 2024E après 2,1% l'année précédente.

SOLDE BUDGÉTAIRE DU GABON (% DU PIB)



ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DU GABON (% DU PIB)



De même, après la vague expansionniste de l'encours de la dette en période Covid lié à l'effet de la baisse des cours de pétrole et à l'accumulation des besoins de financement, la dette publique reprend des niveaux plus soutenables autour de 52% durant la période 2022-2023. Cette nouvelle tendance baissière rejoint la vague baissière des indicateurs de dette en région CEMAC où l'encours de la dette publique ressort à 48% du PIB en 2022 contre 58% une année auparavant.

Ce recul de l'encours de la dette au Gabon est de bon augure pour le pays dont la structure de l'endettement demeure fortement exposée sur la dette étrangère avec une part de 64% contre 36% pour la dette intérieure qui inclut le Gabon et les marchés régionaux.

Sources: CAA, Calculs AGR

PRINCIPALES NOUVEAUTÉS FISCALES 2024*



Dispositions générales

| Champs d'application | Nouvelle disposition | Commentaire |
|--|---|--|
| Impôts sur les Sociétés (IS) | <ul style="list-style-type: none"> - Plafonnement des frais de siège* à 5% des frais généraux avant déduction des frais en cause, exception faite des études de montage d'usines. - Plafonnement de l'usage ou la concession d'un usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique à 5% du bénéfice imposable | <ul style="list-style-type: none"> - Prévention des abus en la matière - Rehaussement des recettes fiscales |
| Impôts sur les Sociétés (IS) | <ul style="list-style-type: none"> - Report du déficit subi pendant un exercice sous forme de charge pendant l'exercice suivant jusqu'au 5^{ème} exercice suivant le déficit - Le taux minimum de l'IS est arrêté à 1% de la base de référence ou 0,5 MFCFA | <ul style="list-style-type: none"> - Encadrement du traitement fiscal des entreprises déficitaires |
| Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | <ul style="list-style-type: none"> - Cet impôt est dû à toute personne ayant résidence au Gabon ou y ayant séjourné au moins 183 jours dans l'année - Abattement de 50% sur le montant de la plus-value sur un investissement en actions - Le taux minimum de l'IRPP est arrêté à 1% de la base de référence ou 0,25 MFCFA | <ul style="list-style-type: none"> - Encadrement de la base des personnes assujetties à l'IRPP - Incitation à l'investissement en actions et aux incitations sous forme de stock-options |
| Retenue à la source sur les non-Résidents | <ul style="list-style-type: none"> - Le taux de retenue à la source est fixé à 25% du montant brut des sommes versées HT sur le CA | <ul style="list-style-type: none"> - Rehaussement des recettes fiscales |
| Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) | <ul style="list-style-type: none"> - Toute personnes ayant un CA supérieur à 60 MFCFA est assujettie à la TVA. C montant est porté à 500 MFCFA si elle exerce dans un métier d'exploitation forestière - Sont soumises à la TVA toutes les affaires réalisées au Gabon alors même que le domicile ou la résidence de l'assujetti est en dehors du pays. | <ul style="list-style-type: none"> - Elargissement de la base imposable et incitation à l'industrie forestière |
| Droits d'Accises | <ul style="list-style-type: none"> - Relèvement de la taxe spécifique : <ul style="list-style-type: none"> ⇒ aux champagnes dont le prix d'achat est supérieur ou égal à 50.000 FCFA ⇒ aux cigarettes et équivalent à 250 FCFA par paquet | <ul style="list-style-type: none"> - Rehaussement des recettes fiscales |

* Les frais de Siège représentent la part incombant aux opérations faites au Gabon, frais d'études, d'assistance technique, financière, comptable... rendus aux entreprises gabonaises par les personnes physiques ou morales étrangères.

Sources: Loi des Finances, Synthèse AGR

PRINCIPALES NOUVEAUTÉS FISCALES 2024* (SUITE)

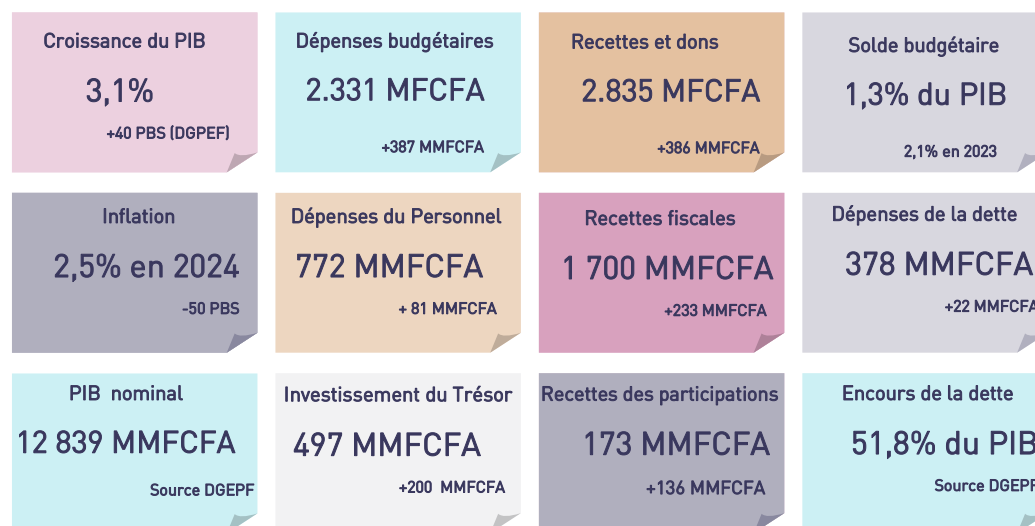


Dispositions générales

| Champs d'application | Nouvelle disposition | Commentaire |
|--|--|---|
| Contribution Foncière Unique (CFU) | - Les propriétés immatriculées, bâties et non bâties situées sur le territoire gabonais sont assujetties à la CFU au profit des collectivités locales. Celle-ci est assise sur la valeur locative au 1 ^{er} janvier de l'année d'imposition. Pour un actif inscrit au bilan, la valeur locative représente 10% de la valeur bilancielle brute. Celle-ci est de 5% pour les personnes physiques. | Rehaussement des recettes fiscales |
| Taxe sur les contrats d'assurance | - Toute convention d'assurance ou de rente viagère conclue avec une société d'assurance gabonaise ou étrangère est assujettie à une taxe annuelle obligatoire | Rehaussement des recettes fiscales |
| Droit de sortie sur les produits transformés de bois | - Mise en place d'un barème dégressif de taxation des produits transformés de bois en fonction de leur degré de transformation allant de 8,5% à 3,0%. | Incitation en faveur de l'industrie locale. |

Sources: Ministère des Finances, Synthèse AGR

ANNEXE : TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE 2024



Sources: Ministère des Finances et du Budget, Calculs AGR

ATTIJARI GLOBAL RESEARCH

DIRECTEUR STRATÉGIE

Taha Jaidi
+212 5 29 03 68 23
t.jaidi@attijari.ma
Casablanca

MANAGER

Lamyae Oudghiri
+212 5 29 03 68 18
l.oudghiri@attijari.ma
Casablanca

SENIOR ASSOCIATE

Mahat Zerhouni
+212 5 29 03 68 16
m.zerhouni@attijari.ma
Casablanca

ASSOCIATE

Walid Kabbaj
+212 5 22 49 14 82
w.kabbaj@attijari.ma
Casablanca

DIRECTEUR ÉCONOMIE

Abdelaziz Lahlou
+212 5 29 03 68 37
ab.lahlou@attijari.ma
Casablanca

MANAGER

Maria Iraqui
+212 5 29 03 68 01
m.iraqui@attijari.ma
Casablanca

ASSOCIATE

Meryeme Hadi
+212 5 22 49 14 82
m.hadi@attijari.ma
Casablanca

INVESTOR RELATIONS ANALYST

Nisrine Jamali
+212 5 22 49 14 82
n.jamali@attijari.ma
Casablanca
Casablanca

SENIOR ANALYST

Ines Khouaja
+216 31 34 13 10
khouaja.ines@attijaribourse.com.tn
Tunis

FINANCIAL ANALYST

Ulderic Djadjo
+237 681 77 89 40
u.djadjo@attijarisecurities.com
Douala

FINANCIAL ANALYST

Yves André Angaman
+225 07 49 24 60 35
yves.angaman@sib.ci
Abidjan

Bourse / Gestion d'Actifs / Conseil

BROKERAGE - MAROC

Abdellah Alaoui
+212 5 29 03 68 27
a.alaoui@attijari.ma

Rachid Zakaria
+212 5 29 03 68 48
r.zakaria@attijari.ma

Anis Hares
+212 5 29 03 68 34
a.hares@attijari.ma

Alae Yahya
+212 5 29 03 68 15
a.yahya@attijari.ma

Sofia Mohcine
+212 5 22 49 59 52
s.mohcine@wafabourse.com

CUSTODY - MAROC

Tarik Loudiyi
+212 5 22 54 42 98
t.loudiyi@attijariwafa.com

UEMOA - CÔTE D'IVOIRE

Mohamed Lemridi
+225 20 21 98 26
mohamed.lemridi@sib.ci

BROKERAGE - TUNISIE

Hichem Ben Romdhane
+225 29 318 965
h.benromdhane@attijaribank.com.tns

CEMAC - CAMEROUN

Ernest Pouhe
+237 674 11 95 67
e.pouhe@attijarisecurities.com

Activités de marchés

MAROC

Mohamed Hassoun Filali
+212 5 22 42 87 24
m.hassounfilali@attijariwafa.com

Amine Elhajli
+212 5 22 42 87 09
a.elhajli@attijariwafa.com

Loubaba Alaoui Mdaghri
+212 6 47 47 48 34
l.alaouim@attijariwafa.com

Dalal Tahoune
+212 5 22 42 87 07
d.tahoune@attijariwafa.com

ÉGYPTE

Ahmed Darwish
+20 127 755 90 13
ahmed.mdarwish@attijariwafa.com.eg

TUNISIE

Atef Gabsi
+216 71 80 29 22
gabsi.atef@attijaribank.com.tn

MIDDLE EAST - DUBAÏ

Serge Bahaderian
+971 0 43 77 03 00
sbahaderian@attijari-me.com

UEMOA - CÔTE D'IVOIRE

Abid Halim
+225 20 20 01 55
abid.halim@sib.ci

CEMAC

Atef GABSİ (Gabon)
+241 60 18 60 02
atef.gabsi@ugb-banque.com
Elvira NOMO (Cameroun)
+237 67 27 34 367
e.nomo@attijarisecurities.com

AVERTISSEMENT

RISQUES

L'investissement en valeurs mobilières est une opération à risques. Ce document s'adresse à des investisseurs avertis. La valeur et le rendement d'un placement peuvent être influencés par plusieurs aléas à la fois économiques et techniques. Les performances antérieures des différentes classes d'actifs n'assurent pas une garantie pour les réalisations postérieures. Les estimations futures pourraient être basées sur des hypothèses qui pourraient ne pas se concrétiser.

LIMITES DE RESPONSABILITÉ

L'investisseur admet que ces opinions constituent un élément d'aide à la prise de décision. Celui-ci endosse la totale responsabilité de ses choix d'investissement. Attijari Global Research ne peut être considérée comme étant à l'origine de ses choix d'investissement. Ce document ne peut en aucune circonstance être considéré comme une confirmation officielle d'une transaction adressée à une personne ou à une entité et aucune garantie ne peut être formulée sur le fait que cette transaction sera conclue sur la base des termes et conditions qui figurent dans ce document ou sur la base d'autres conditions.

Attijari Global Research n'a ni vérifié ni conduit une analyse indépendante des informations figurant dans ce document. Par conséquent, Attijari Global Research ne fait aucune déclaration ou garantie et ne prend aucun engagement envers les lecteurs de ce document, de quelque manière que ce soit au titre de la pertinence, de l'exhaustivité ou de l'exhaustivité des informations qui y figurent. En tout état de cause, il appartient aux lecteurs de recueillir les avis internes et externes qu'ils estiment nécessaires, y compris de la part de juristes, fiscalistes, comptables, conseillers financiers, ou tout autre spécialiste, pour vérifier l'adéquation des transactions qui leur sont présentées. La décision finale est la seule responsabilité de l'investisseur. Attijari Global Research ne saurait être tenue pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans ses présentations.

SOURCES D'INFORMATION

Nos publications se basent sur une information publique. Attijari Global Research œuvre pour la fiabilité de l'information fournie. Néanmoins, elle n'est en mesure de garantir ni sa véracité ni son exhaustivité. Les opinions formulées émanent uniquement des analystes rédacteurs. Ce document et toutes les pièces jointes sont fondés sur des informations publiques et ne peuvent en aucune circonstance être utilisés ou considérés comme un engagement de Attijari Global Research.

CHANGEMENT D'OPINION

Les recommandations formulées reflètent une opinion constituée d'éléments disponibles et publics pendant la période de préparation de la dite note. Les avis, opinions et toute autre information figurant dans ce document sont indicatifs et peuvent être modifiés ou retirés à tout moment sans préavis.

INDÉPENDANCE D'OPINION

Attijari Global Research préserve une indépendance totale par rapport aux opinions et recommandations émises. Par conséquent, les décisions d'investissement du Groupe Attijariwafa bank ou de ses filiales peuvent être en contradiction avec les recommandations et/ou les stratégies publiées dans les notes de Recherche.

RÉMUNÉRATION ET COURANT D'AFFAIRES

Les analystes financiers responsables de la préparation de ce rapport reçoivent des rémunérations basées sur des facteurs divers, dont principalement le niveau de compétence, la régularité des publications, la qualité de la Recherche et la pertinence des sujets abordés. Le Groupe Attijariwafa bank pourrait entretenir un courant d'affaires avec les sociétés couvertes dans les publications de Attijari Global Research.

ADÉQUATION DES OBJECTIFS

Les différentes publications de Attijari Global Research sont préparées abstraction faite des circonstances financières individuelles et des objectifs des personnes qui les reçoivent. Les classes d'actifs et les stratégies traitées pourraient ne pas convenir aux différents profils des investisseurs. Pour cette raison, reposer une décision d'investissement uniquement sur ces opinions pourrait ne pas mener vers les objectifs escomptés.

PROPRIÉTÉ ET DIFFUSION

Ce document est la propriété de Attijari Global Research. Ce support ne peut être dupliqué, copié en partie ou en globalité sans l'accord écrit de la Direction de Attijari Global Research. Ce document ne peut être distribué que par Attijari Global Research ou une des filiales du Groupe Attijariwafa bank.

AUTORITÉS DE TUTELLE

Les activités d'investissement et de conseil sont régies par l'organe de contrôle relatif aux différents pays de présence. Il s'agit plus précisément de l'AMMC au Maroc, de la CMF en Tunisie, de la CREPMF à l'UEMOA, de la COSUMAF à la CEMAC et de la CMA en Egypt. Toute personne acceptant la réception de ce document est liée par les termes ci-dessus.

